

## Mensuel, VS n°306, novembre 2010

### Sommaire

Page 1 : édito mobilisation du 23 nov 2010

Page 2 : stage FSU école libérale 8 février 11

Page 3 : actions et manifestation Beauvais

Page 4 : projet loi Besson, jeunes sans papiers, salariés sans papiers; votez UNEF-FSU aux élections école intégrée, campagne FSU services publics, prochain CDFD, déclaration intention grève 1<sup>er</sup> degré, calendrier

**Retrouvez la FSU Oise en ligne**  
<http://sd60.fsu.fr>


Edité par la FSU  
Oise, BP 80831  
60008 BEAUVAIS  
☎ 09 52 91 01 06  
☎ 06 28 13 29 74  
[fsu60@fsu.fr](mailto:fsu60@fsu.fr)  
Maquette Impression  
FSU Oise  
Dir. de la Publication :  
Pierre Pattinier  
ISSN 1248-9972  
N° de C.P.P.A.P.  
0410 S 07292

Dispensé de timbrage  
BEAUVAIS CDIS

**P**

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE 

Déposé le 15.11.2010

# Contre l'injustice sociale, tous unis !

Dans un même mouvement, les démocraties liquident leur état providence alors que le capitalisme triomphant en Chine semble démontrer que la « réussite » économique n'a pas besoin de la démocratie.

A quel prix ! Tout simplement au prix du pacte social qui depuis la fin de la deuxième guerre mondiale a permis aux salariés en France de se prémunir solidairement contre les « risques » : la vieillesse, le chômage, la maladie. C'est bien cette libération du salariat des aléas qui est menacée aujourd'hui par le capitalisme et c'est bien à cette destruction méthodique du pacte social que gouvernement français s'est attelé.

Car cette économie mondialisée et financiarisée a besoin, pour assurer son pouvoir et prospérer, de l'insécurité sociale et instaure, pour cette fin, un état d'urgence permanent.

- Insécurité du travail avec le chômage, la précarisation des emplois, le recul des droits du travail, les salariés sans papiers

- Insécurité sociale avec les reculs historiques sur les retraites (dégradations de 1993, 2003, 2008, 2011), sur la prise en charge de la maladie (déremboursements, reste à charge pour l'assuré de plus en plus important, asphyxie de l'hôpital public), sur le chômage (recul des indemnités, multiplication des exclusions) et avec l'augmentation de la pauvreté : un jeune sur cinq vit sous le seuil de pauvreté en France (< de 950 € / mois).

- Insécurité sociétale organisée par l'état dont le discours politique se veut de plus en plus violent et sécuritaire. Criminalisation des plus petits délits, systématisation de la garde à vue, multiplication des opérations coup de poings, utilisation des flash-balls contre les lycéens.

Le libéralisme offre ainsi en pâture aux investisseurs financiers les gâteaux que constituent les « nouveaux » marchés.

- Le marché de la retraite (liquidation de la répartition au profit de la capitalisation avec les fonds de pensions, épargne et retraites complémentaires privées),

- Le marché de la vieillesse avec la création d'une cinquième branche de la sécurité sociale, destinée à la dépendance dont le financement dépendra de l'initiative privée,

- Le marché de la santé avec les partenariats public privé qui offrent aux cliniques privées les actes les plus lucratifs et laissent les soins coûteux à l'hôpital public exsangue,

- Le marché de la formation avec la multiplication des officines privées, dont récemment celles qui surfent sur la destruction de la formation professionnelle des enseignants en proposant des stages payant en classe pour se « former ».

Les mobilisations dans la durée contre la réforme des retraites posent par leur ampleur inégalée le refus massif des injustices sociales et les jeunes en lutte s'élèvent contre l'insécurité sociale permanente, seule perspective que leur offre le capitalisme. **Ce mardi 23 novembre** est une nouvelle journée nationale de mobilisation sur l'emploi, les salaires et contre la loi injuste sur les retraites dont la FSU demande l'abrogation (voir actions dans l'Oise p. 3).

Continuons ensemble le combat pour défendre et promouvoir les valeurs d'une démocratie solidaire fondée sur une autre répartition des richesses et qui a comme priorité le bien commun, des services publics pour tous, l'avenir de la jeunesse, la justice sociale.

*Denis THOMAS, secrétaire départemental.*